

La renégociation des traités de libre-échange, planche de salut ou grosse bêtise ? Ce que vaut vraiment la stratégie de Donald Trump pour créer des emplois aux Etats-Unis



Face à un auditoire rassemblé dans une usine de recyclage d'aluminium, Donald Trump a récemment tenu un discours aux accents protectionnistes. Le candidat républicain a en effet annoncé qu'une fois élu, il renégocierait les différents accords commerciaux internationaux signés par les Etats-Unis.

Avec Jean-Marc Siroën

Avec Frédéric Farah

Atlantico : Doit-on voir dans ce projet, s'il était appliqué, un recul de la mondialisation ? Quelles en seraient les conséquences pour l'économie américaine ?

Jean-Marc Siroën : Si Donald Trump s'attaquait aux accords commerciaux bilatéraux des Etats-Unis avec des pays comme le Mexique pour promouvoir une libéralisation multilatérale des échanges sous les auspices de l'OMC, on pourrait dire qu'il viserait au contraire à accélérer la mondialisation. Mais ce n'est pas la question qu'il pose et Donald Trump ne peut concevoir l'OMC que comme une organisation incontrôlable qui impose sa loi aux Etats-Unis, point de vue d'ailleurs largement partagé par les Républicains. Donald Trump, en s'en prenant aux traités commerciaux et à l'ALENA, s'attaque donc bien à la libre circulation des biens comme il s'attaque à la circulation des hommes. Pourtant, les firmes américaines ont assez largement profité de cet accord. Elles ont largement investi dans les maquiladoras mexicaines pour bénéficier d'une main-d'œuvre bon marché. L'ALENA a également permis de réduire la pression migratoire vers les Etats-Unis en développant l'emploi. De ce point de vue, la position de Trump est contradictoire : une remise en cause de l'ALENA accroîtrait la pression migratoire alors même que son discours repose sur la promesse de la combattre. Les Etats-Unis ne peuvent se permettre à la fois de bloquer les exportations mexicaines qui leur sont destinées (80% des exportations mexicaines !) et en même temps dresser un mur anti-migration (financé par le Mexique !). Il en résulterait une instabilité économique et politique à la frontière des Etats-Unis aux conséquences désastreuses pour les deux pays.

A noter également que cet accord, comme tout accord de libre-échange, protège aussi de l'extérieur. En effet, pour que les exportations mexicaines puissent bénéficier d'un libre accès au marché américain, elles doivent incorporer suffisamment de valeur ajoutée "ALENA", ce qui a pour effet de protéger ces pays des importations de biens intermédiaires ou de composants produits en Chine ou en Europe... Néanmoins, ce discours peut avoir une certaine portée auprès des perdants de l'ALENA et de la globalisation en général car il est vrai que toute libéralisation du commerce avec des pays à bas salaires crée des pressions sur le travail qui, aux Etats-Unis, se sont moins portées sur le chômage que sur les salaires. Elles ont contribué à augmenter les inégalités. De fait, Donald Trump reprend à son compte les critiques du grand syndicat américain, l'AFL-CIO qui, par ailleurs, soutient... Hillary Clinton. Mais la

remise en cause de l'ALENA créerait bien d'autres difficultés, et donc des dommages sociaux, dans d'autres secteurs qui exportent vers le Mexique ou qui bénéficient de gains de compétitivité en délocalisant au Mexique une partie de leur activité.

Frédéric Farah : Plusieurs choses doivent être distinguées pour qu'il n'y ait pas de confusion. D'une part, Monsieur Trump, lorsqu'on lit attentivement son discours, s'inscrit dans une tradition américaine marquée par le protectionnisme. Il évoque Hamilton, l'un des théoriciens clefs du protectionnisme. Faut-il se rappeler la phrase d'Abraham Lincoln qui affirmait "*Je ne connais pas grand-chose aux droits de douane, mais je sais une chose, c'est que lorsque nous achetons des biens manufacturés à l'étranger, nous avons les biens et les étrangers ont l'argent, mais lorsque nous achetons ces biens chez nous, nous avons à la fois les biens et l'argent ?*"

Et sa critique de l'ALENA n'a rien d'original car le bilan de l'ALENA a été fait par des économistes bon teint et le bilan est mauvais. Il s'est traduit par des pertes d'emplois significatives. 700 000 selon le Congrès américain. Les PME américaines dans l'ALENA ont été laminées. La part des PME de moins de 100 salariés dans le total des exportations vers le Canada et le Mexique est passée de 15% à 12 % entre 1996 et 2012.

D'autre part, il n'existe pas un monde intégralement voué au libre-échange. Chaque nation selon les secteurs estime nécessaire un certain degré de protection.

Par ailleurs, il ne faut pas confondre la mondialisation et le libre-échange. Le libre-échange est un facteur d'accélération de la mondialisation mais ne la résume pas. Une définition pertinente de la mondialisation me paraît être celle de l'économiste américain Feenstra : intégration des marchés et désintégration des processus de production. Avec ou sans Trump, le phénomène de mondialisation se tasse ou se transforme.

Mais c'est un autre sujet. Il y a un moindre dynamisme du commerce mondial. Les échanges commerciaux mondiaux n'ont progressé que d'environ 3% par an en moyenne entre 2012 et 2015, contre 6,7 % par an entre 2000 et 2008.

Très concrètement, les Etats-Unis pourraient-ils avoir effectivement un intérêt à renégocier certains points des accords commerciaux auxquels ils adhèrent ?

Frédéric Farah : Il faut prendre les accords en cours pour voir les points concrets de renégociation. Les débats vont porter sur les accords à venir, à savoir le TAFTA par exemple. De toutes manières, les Etats-Unis sont déjà à l'offensive avant même une arrivée de Donald Trump. Ils réclament l'abandon du principe de précaution de la part des Européens et souhaitent réduire les pics tarifaires qui protègent l'agriculture européenne, et particulièrement française. On peut également retenir les indications géographiquement protégées qui sont dans la ligne de mire. Les Etats-Unis sont engagés dans une diplomatie commerciale offensive.

Selon vous, quels seraient les secteurs et les activités qui pourraient en bénéficier ? Et à l'inverse, lesquelles pourraient souffrir de ce recul du libre-échange ?

Jean-Marc Siroën : Ce n'est pas un hasard si Donald Trump s'est exprimé dans une usine de recyclage d'aluminium car c'est bien l'industrie métallurgique et, d'une manière générale, les industries les plus traditionnelles qui ont le plus souffert de la mondialisation. L'agriculture est restée protégée malgré la pression des pays producteurs et de l'OMC. Ce sont ces secteurs qui constituent aujourd'hui le lobby protectionniste. Ils sont d'ailleurs souvent localisés dans les *swing states*, ces Etats qui peuvent faire basculer une élection, d'où l'intérêt que leur portent les candidats. Donald Trump ne devrait pourtant pas oublier que ce sont sans doute les producteurs de produits agricoles, et notamment de maïs, qui ont le plus profité de l'Aléna au détriment, d'ailleurs, des producteurs mexicains. Mais si l'opinion publique et une partie de la classe politique cèdent assez aisément à la tentation protectionniste et isolationniste, les lobbies libre-échangistes sont aujourd'hui plus puissants. Les fabricants d'automobiles se réjouissent d'importer des métaux moins chers et quelle serait la compétitivité d'Apple face à Samsung si elle ne pouvait plus importer ses iPhones assemblés en Chine à partir de composants japonais, coréens ou... américains ?

Frédéric Farah : Les Etats-Unis ne souhaitent pas accorder le statut d'économie de marché à la Chine et c'est pourquoi ils font pression sur les Européens. Ils redoutent les importations chinoises. Le secteur stratégique de la sidérurgie, très mal en point depuis la crise de 2008, pourrait faire l'objet de protections supplémentaires. N'oublions pas son importance pour le domaine militaire. Les Etats-Unis connaissent un ralentissement dans l'industrie, les services et télécommunications ou encore dans les extractions minières qui marquent le pas en termes de créations d'emplois. Mais il ne faut pas en conclure que ces secteurs feront l'objet de protections. Par ailleurs, les Etats-Unis sont caractérisés par un modèle de consommateur en dernier ressort, c'est dire l'importance du marché intérieur. Les Etats-Unis sont depuis un moment dans la réduction de leur secteur exposé au profit du secteur protégé, qu'on pense par exemple à leurs marchés publics.

Donald Trump a également garanti qu'il contrerait les pratiques commerciales de la Chine en instaurant de nouvelles taxes sur les produits chinois. Une telle politique économique pourrait-elle amener les autres pays à être plus protectionnistes ? En quoi le fait que les Etats-Unis adoptent une attitude protectionniste pourrait-il modifier l'économie dans le monde ?

Jean-Marc Siroën : Tout est affaire de mesure et les Etats-Unis, comme d'autres pays dont l'Union européenne, se protègent déjà contre la Chine en utilisant notamment des droits antidumping qui sont encadrés par l'OMC. D'où d'ailleurs le débat du passage possible de la Chine au statut d'économie de marché qui rendrait plus difficile l'adoption de ces mesures. Elles ne peuvent d'ailleurs être que partielles et limitées, sauf à aller à l'encontre des grandes multinationales américaines. Si les Etats-Unis taxaient les iPhones ou les ordinateurs HP importés de Chine, ils se taxeraient eux-mêmes car il y a plus de valeur ajoutée, et donc d'emploi, américain dans ces biens que de valeur ajoutée chinoise. Incidemment, ils taxeraient aussi, même indirectement, les fabricants japonais de

disques durs ou les producteurs allemands de composants incorporés dans ces biens assemblés en Chine... Si néanmoins Donald Trump commettait cette erreur, les conséquences seraient d'autant plus catastrophiques pour le commerce et l'économie mondiale que la chaîne de valeur est devenue globalisée et que la production d'un avion, d'une automobile ou d'ordinateurs fait aujourd'hui appels à des centaines de fournisseurs ou sous-traitants dispersés dans le monde. Il en résulterait une réduction du commerce mondial et une récession économique violente.

Frédéric Farah : Le recours au protectionnisme s'accompagne de politiques non coopératives car les autres Etats ne vont pas rester passifs. Mais le protectionnisme prend depuis plusieurs décennies des formes qui ne se limitent pas aux tarifs douaniers : manipulation monétaire (agir sur le dollar par exemple), actions sur les normes (barrières non tarifaires), ou encore dumping social ou salarial.

Nous vivons dans un monde où le libre-échange ne règne pas, le seul espace du monde qui voue un culte un peu aveugle à cette doctrine est l'Union européenne. Il n'existera jamais un monde marqué par le libre-échange intégral.

Mais je dirai que la menace est ailleurs, et qu'il faut revoir nos grilles de pensée. On raisonne dans une opposition libre-échange / protectionnisme. D'autres catégories doivent être mobilisées pour comprendre le monde actuel. C. Deblock, un chercheur du Québec, mobilise la notion de commercialisme comme l'ensemble des doctrines et pratiques qui valorisent le commerce, qui appuient les milieux d'affaires dans leurs activités et subordonnent de la sorte la politique économique à l'expansion du commerce.

Et aujourd'hui, c'est plus du commercialisme que du protectionnisme que nous souffrons puisque chacune des nations cherche à dérouter le commerce des invendus vers les autres ou à en faire toujours plus dans les cadeaux fiscaux pour attirer les investisseurs.

Aujourd'hui, les stratégies néomercantiles qui visent à gagner des parts de marché au détriment des partenaires sont suicidaires, car imaginer qu'à terme la croissance des uns peut se faire au détriment des autres est illusoire. Il s'agit maintenant, et la Chine le comprend, de reconsidérer les demandes intérieures. Peut-être que le commerce international rend les nations prospères, mais sans prospérité à l'intérieur des nations, il ne peut y avoir de développement harmonieux du commerce.